

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Condor-aurait-tue-Romero-au-Salvador>

Condor aurait tué Romero au Salvador.

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Plan Condor argentin -

Date de mise en ligne : lundi 8 mars 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Leer en español](#)

Trente ans après l'assassinat du célèbre homme d'église du Salvador, le crime n'a pas été résolu, mais la piste la plus solide pointe du doigt un répresseur du Bataillon 601, du nom d'Emilio Antonio Mendoza. Mais, il n'a jamais été inquiété par la Justice.

Ce mois cela fait trente ans que l'archevêque du Salvador Oscar Arnulfo Romero, icône universelle de la défense des droits de l'homme, a été assassiné. Le crime n'a pas été encore éclairci, mais la piste la plus solide dit qu'un argentin l'a tué, un répresseur de la dictature argentine du nom Emilio Antonio Mendoza.

Son nom figure dans un document de la CIA, déclassé par le gouvernement de Clinton en 1993, aux côtés de 12.000 autres documents en rapport avec le Salvador rédigés par la CIA, l'ambassade, le Département de l'État, le Département de la Défense et d'autres agences fédérales, en réponse à une demande du Congrès qui venait de clore une investigation sur des abus des droits de l'homme dans ce pays. Le document sur « Mendoza » a été révélé par le journaliste salvadorien Ricardo Valencia en 2006 dans une enquête journalistique du quotidien *El Dia* de ce pays.

Le câble dit clairement, sans avoir recours aux verbes au conditionnel que « l'officier militaire argentin Emilio Antonio Mendoza, a été envoyé en 1980 au Honduras aux côtés d'autres argentins par le général Viola » et que Mendoza « a admis de fait avoir tiré sur Romero », et demande à l'Agence d'obtenir plus d'information sur le sujet.

Cela peut être un bobard. Le document déclassé est plein de ratures des censeurs de l'Agence et il ne précise pas la source originale de l'information, ne dit pas comment l'agent a appris cela. Duane Claridge, un chef de la CIA qui supervisait l'intelligence de la région durant ces années, a dit à Valencia qu'il s'agit d'une l'information brute, qui n'avait pas été traitée par les analystes à Washington. Mais il n'a pas nié son existence. Le diplomate étasunien Robert White, qui a pris ses fonctions à l'ambassade peu de semaines après l'assassinat, a reconnu dans la même enquête journalistique qu'il était au courant de l'existence du câble, bien que son impression fut que ce n'était pas une « trouvaille ».

Il ne faudrait pas l'écarter. Le câble est envoyé par l' « agent légal » de l'ambassade à San Salvador, c'est à dire un homme de la compagnie. Les agents de la CIA pourront être des menteurs pour le reste de monde, mais ils essaient de passer de la bonne information à leurs chefs. Ne serait-ce que pour toucher le bonus de fin d'année. De plus, il est prouvé qu'au moment du crime, la tête pensante Roberto D'Aubisson, recevait l'instruction de militaires argentins qui avaient été envoyés au Salvador par le chef de l'Armée argentine de l'époque, qui était Viola. Et comme le montrent d'autres câbles déclassés par le gouvernement étasunien, chaque fois qu'il avait une rencontre avec des fonctionnaires des gouvernements de Carter et de Reagan, Viola se montrait obsédé par le conflit d'Amérique Centrale.

Quand est apparu le document de la CIA, le dossier judiciaire pour l'assassinat de Romero était clos et scellé par une loi d'amnistie. C'est pourquoi la Justice du Salvador n'a jamais enquêté sur « Emilio Antonio Mendoza ».

En Argentine on a beaucoup écrit et fait des recherches sur la participation des répresseurs argentins dans le conflit de l'Amérique Centrale. Mais pour des raisons diverses on sait très peu sur le fonctionnement des structures d'Intelligence que la Marine et l'Armée ont monté dans la région. On connaît les noms d'au moins un marin, Carlos Dürich, et d'un membre de l'Armée, Alfredo Zarattini, qui étaient au Salvador autour de mars 1980, en contact direct avec ceux qui ont ordonné et ont planifié l'assassinat. Mais l'existence de Mendoza - si c'est son vrai nom de famille - continue d'être un mystère.

> - -

Monseigneur Romero savait qu'ils allaient le tuer et il savait d'où viendrait la balle. Il est mort le 24 mars 1980 d'un coup de feu unique en plein coeur tandis qu'il faisait la messe dans la chapelle d'un hôpital pour des malades du cancer. Il était alors le leader le plus populaire du pays et aussi un pacifiste gênant dans un pays au bord de la guerre civile. Ses homélies, qui étaient transmises par la radio, parvenaient dans tous les recoins du pays.

Il l'avait été nommé archevêque en 1977 avec l'appui des pans les plus conservateurs de l'Église. Mais la mort d'un ami proche, prêtre de base, assassiné par des paramilitaires aux côtés de deux paysans, l'a amené à dénoncer chaque fois avec plus de force les massacres des groupes paramilitaires qui avaient lieu tous les jours. Cela l'a aussi amené à approfondir son choix pour les pauvres à partir des textes de Vatican II et du Congrès du Medellín.

Quinze jours avant l'assassinat, on avait trouvé 72 bâtons de dynamite sous l'autel principal de l'église du Sacré Coeur de Jésus de San Salvador, activés par horlogerie pour éclater pendant qu'il ferait la messe. « Ils pourront me tuer mais ils ne pourront pas faire taire la vérité », leur a-t-il répondu dans l'homélie suivante.

Le jour précédent sa mort il a fait un sermon sur la mort. « Aux soldats je leur dis que les paysans sont votre peuple et de tenir compte du commandement « Tu ne tueras point ». Aucun ordre n'est au-dessus de la loi de Dieu. Au nom de Dieu, au nom de ce peuple en souffrance, je vous demande, je vous prie, d'arrêter avec la répression », a-t-il prêché. Au Salvador, dans ces jours là, beaucoup moins de gens ont été tués

Le jour suivant son assassinat une bombe a éclaté dans la cathédrale et des francs-tireurs ont ouvert le feu contre la foule qui participait à la procession, avec un bilan de six morts et des dizaines de blessés.

> - -

Au début, l'enquête judiciaire fut une farce. Trois jours, après avoir pris le dossier, le juge échappe à un attentat, on tire sur la porte de sa maison. Depuis, il n'a montré aucun intérêt pour s'approcher de la vérité. Il a attendu neuf jours pour demander l'intervention d'experts sur la scène du crime, quand il ne restait déjà plus de preuves ni de témoins. Il n'a jamais rien trouvé.

Le dossier a été réouvert en 1986 avec un autre juge pendant le gouvernement du démocrate-chrétien Napoléon Duarte. Cela fut grâce à un fait, disons, fortuit. Trois mois après l'assassinat, l'armée du Salvador avait pris d'assaut une propriété où Roberto D'Aubisson, à l'époque major, conspirait avec un groupe de civils et de militaires pour renverser la junte militaire qui gouvernait alors. D'Aubisson était le chef des escadrons de la mort et plus tard il serait le fondateur du parti d'extrême droite, Arena, qui a gouverné le pays pendant une grande partie de ces trente dernières années.

Parmi les présents, il y avait aussi, le capitaine de la force aérienne Alvaro Saravia. Les conspirateurs ont été libérés un peu plus tard, mais dans l'opération, les militaires ont mis sous séquestre et présenté à la Justice plusieurs documents, dont l'agenda de Saravia. Dans cet agenda figuraient des registres d'achats d'armements et parmi ceux-ci l'achat de deux fusils calibre 22 compatibles avec les fragments de projectile

Figuraient aussi les données du chauffeur personnel de Saravia, Antonio Garay, un membre de la Garde Nationale. Garay a déclaré qu'il avait été présent quand D'Aubisson a ordonné la mort de Romero et a chargé Saravia d'embaucher un franc-tireur devant plusieurs témoins qui ont approuvé la décision, ceux que Garay a aussi nommés. Il a dit qu'il a conduit le franc-tireur jusqu'au lieu du crime, que son passager était "un homme barbu et bel homme »

Condor aurait tué Romero au Salvador.

qu'il ne le connaissait pas, qu'il a garé sa voiture en face de la chapelle et a vu comment le passager sortait de l'auto et appuyait le viseur d'un fusil sur la roue arrière. Il a dit qu'après il a entendu un coup de feu et que le barbu est remonté dans la voiture et qu'il l'a emmené en lieu sûr. Ils lui ont montré de nombreuses photos de beaux barbues, mais Garay n'a pas pu identifier son passager.

Le juge a inclus le dossier de la procédure à l'affaire de l'assassinat de Romero et sur la base des données de l'agenda et le témoignage de Garay a désigné D'Aubisson comme la tête pensante et Saravia comme l'auteur opérant. Mais il n'a accusé personne comme auteur matériel.

> - -

D'Aubisson n'a jamais été accusé parce qu'il avait l'immunité parlementaire et il est mort d'un cancer avant qu'ils ne puissent lui retirer. Saravia avait déménagé à Modesto, Californie, où il a pris un avocat onéreux pour se battre contre l'extradition. En 1987 la Cour suprême du Salvador a donné raison à Saravia et elle a retiré la demande envoyée aux autorités étasuniennes. Selon le *Center for Justice and Accountability* (CJA), une ONG étasunienne qui suit le dossier depuis plusieurs années avec l'appui de l'archidiocèse du San Salvador, le président de la Cour qui a retiré la demande d'extradition avait été l'avocat de D'Aubisson durant le premier procès. Le cas Romero a été inclus dans le rapport de la Commission de la Vérité publié en 1993 et quelques semaines après Saravia fut couvert par une loi d'amnistie approuvée par le Congrès du Salvador.

Saravia a vécu tranquille pendant un temps. En 1996 la Commission Interaméricaine des Droits de l'homme (CIDH) a ordonné de ré-ouvrir l'enquête et de dédommager les parents de l'archevêque pour la responsabilité qu'a eu l'État du Salvador dans l'assassinat. Le gouvernement a mis trois ans à répondre et quand il l'a fait, il a dit qu'il ne ré-ouvrirait pas le dossier parce que les responsables étaient couverts par la loi d'amnistie.

En novembre 2004 une cour civile de Californie a cité Saravia à faire une déclaration sur l'assassinat dans un procès ouvert par le CJA au nom des parents de Romero. Le capitaine ne s'est jamais présenté et la cour l'a condamné par contumace à payer dix millions de dollars.

Depuis ce temps-là Saravia est en fuite mais on a l'impression que la Justice étasunienne ne le cherche pas trop. Dans un entretien avec le Miami Herald depuis sa clandestinité en 2006, Saravia a refusé de parler sur ce dossier, sauf pour dire qu'il n'avait pas été le franc-tireur. Il a offert de négocier son témoignage avec les autorités de son pays et a menacé : « Si je parle, le Salvador tremble ». Il n'a pas donné plus de précisions.

> - -

« D'Aubisson était le lien principal entre la dictature du Salvador et les répresseurs argentins », dit au téléphone depuis le Maine le politologue du Colby College, Ariel Armony, auteur de « Argentine, États-Unis et la Croisade Anticommuniste en Amérique Centrale 1977-1984 (UNQ, 1999), le livre de référence sur le sujet.

« Les salvadoriens admiraient les argentins. Ils n'avaient pas besoin qu'ils leur apprennent à être violents, parce que leur histoire est remplie de violence. Ce qu'ils leur apprenaient c'était comment utiliser cette violence de manière plus efficace. Au Guatemala, ils ont jeté des paysans à la mer depuis des avions et des hélicoptères, quelque chose de jamais vu jusqu'à l'arrivée des argentins. »

D'Aubisson lui-même a reconnu avoir été instruit par des militaires argentins au Salvador dans un entretien de 1983 avec Laurie Becklund du Los Angeles Times : « Ils (les argentins) ont été ici peu de temps mais ce temps fut très

utile. Ils ont transmis leurs expériences et informé nos gens pour leur suggérer qu'ils agissent de telle façon ou de telle autre en utilisant ce système, comment obtenir une information et comment l'analyser ».

Selon le témoignage secret du répresseur Leandro « Lenny » Sánchez Riese, devant une sous-commission du Congrès des États-Unis, à partir de 1979 a débarqué en Amérique Centrale un « Groupe de missions à l'extérieur - (GTE) » du Bataillon 601, la structure d'intelligence de l'Armée, sous la conduite du colonel José Osvaldo « *Balita* » Riviero [balita = petite bale]. Armony a obtenu une transcription de ce témoignage à travers la loi d'information publique. D'autres investigations universitaires et journalistiques ont apporté davantage de noms et de preuves sur la présence de répresseurs argentins dans la région.

« Quand l'assassinat de Romero s'est produit, le GTE se trouvait à son apogée, puisque peu de mois après, en 1981, dans les dernières semaines du gouvernement de James Carter, le gouvernement des États-Unis a approuvé la première opération clandestine de la CIA contre les sandinistes. Jusqu'alors les argentins faisaient le sale travail », dit Armony.

Les câbles déclassés en 1993 indiquent que pour la CIA les militaires argentins étaient utiles, mais aussi difficiles à manier. « Ils sont prêts à tout. Il faut seulement que nous leur disions ce qu'ils ont à faire », dit l'un de ces câbles. « Dans un bon jour ils sont laconiques et de mauvaise humeur, dans un mauvais jour ils agissent pour leur propre compte contre la politique de notre gouvernement », dit un autre.

> - -

L'année dernière l'ex-groupe de guérilleros du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale a gagné pour la première fois les élections présidentielles au Salvador. Dans le discours du jour du triomphe, le président flambant neuf Mauricio Funes a proclamé qu'il suivrait l'idéologie de monseigneur Romero. Le jour de l'assomption, quelques heures avant la cérémonie, Funes s'est rendu sur la tombe de l'archevêque dans la cathédrale de San Salvador. La semaine suivante il a renouvelé la visite avec Lula.

C'est pourquoi, on raconte au Salvador, que le trentième anniversaire de la mort de Romero ne sera comme aucun autre, avec des événements importants et des cérémonies officielles. On dit qu'une fresque gigantesque de l'archevêque est entrain d'être peinte à l'entrée de l'aéroport international pour recevoir avec son image les visiteurs qui arrivent au pays.

En novembre de l'année dernière l'ambassadrice devant l'OEA du gouvernement de Funes a annoncé la réouverture du dossier sur l'assassinat de Romero en réponse à la demande de la CIDH de 1986.

Pendant ce temps, en Argentine, le Secrétariat des Droits de l'Homme du Ministère de la Défense n'a encore reçu aucune demande d'information sur l'assassin supposé Emilio Antonio Mendoza, a dit la directrice du secrétariat, Ileana Arduino. La fonctionnaire a avancé qu'elle avait bien reçu d'autres demandes de la part d'autres gouvernements sur d'autres répresseurs.

Le dit Mendoza ne figure pas avec ce nom dans les fichiers de la Conadep, ni dans ceux du CELS, ni dans ceux du Cemida, le journaliste du Salvador Valencia l'a constaté en 2006. Ce journaliste a pu vérifier qu'il n'y a pas non plus de données sur « Mendoza » dans les différentes dépendances du gouvernement qui s'occupent du sujet, ni dans les listings du personnel civil d'Intelligence du Bataillon 601, récemment déclassés par décret du gouvernement de Cristina Kirchner, ni dans la base de données qu'a publiée la revue *Veintitrés* sur le personnel qui a agi dans le 601 pendant la dictature. Là, un José Emilio Mendoza figure en qualité de « dactylographe », mais ce quotidien a pu vérifier que pendant la dictature il était basé dans la province de Formosa.

Condor aurait tué Romero au Salvador.

Il n'est facile d'enquêter sur l'activité d'espions opérant à l'extérieur dans aucun pays. Le décret signé par Cristina Kirchner exclut les activités à l'étranger et la guerre des Malouines. De plus, la collaboration depuis l'Amérique Centrale a été limitée ou nulle. « Nous écrivons souvent au gouvernement sandiniste les interrogeant sur les agissements des militaires argentins à l'époque de la dictature mais les nicaraguayens ne nous ont jamais donné d'information et parfois ils ne nous ont même pas répondu », précise une source gouvernementale.

Ce mois-ci on célèbre les trente ans de l'assassinat de monseigneur Romero, une icône universelle de la défense des droits, et son assassin est toujours libre. En ce moment, il pourrait prendre une piña colada à Miami. Ou être en train de manger une *pupusa de chicharron* au San Salvador. Ou, pourquoi pas, en marchant tranquillement dans les ruelles de Buenos Aires.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

[Página 12](#). Le Buenos Aires, le 7 mars 2010.